Une image contenant obscurité, noir, cercle

Description générée automatiquement

**Crise de confiance :**

**les Français misent plus sur les entreprises que sur les institutions politiques**

À Paris, le 13 février 2025

* Le dernier baromètre de la confiance politique : *En quoi les Français ont-ils confiance aujourd’hui ?*, réalisé par le CEVIPOF en partenariat avec l’Institut de l’Entreprise, révèle que les entreprises bénéficient d’un niveau de confiance élevé de la part des Français, alors que leur défiance envers les institutions politiques et syndicales s’accentue. En effet, seuls 16 % des Français accordent leur confiance aux partis politiques, là où ils sont 62 % à faire confiance aux entreprises. Cette tendance contraste avec la dynamique observée dans plusieurs pays européens comme l’Allemagne, l’Italie et les Pays-Bas, où la confiance envers les institutions et syndicats progresse.
* Cette singularité française positionne les entreprises comme des acteurs stratégiques et incontournables du débat public, capables de répondre aux attentes grandissantes des citoyens et d’impulser un changement positif ; et ce notamment en matière de formation et d’innovation.

**L’Institut de l’Entreprise s’est associé au CEVIPOF dans le cadre de son baromètre annuel de la confiance en politique, pour y étudier, au sein d’un volet dédié de l’étude publiée ce jour, la relation des Français à l’entreprise. Les résultats pour la France sont mis en perspective avec ceux de trois autres pays de l’Union européenne : l’Allemagne, l’Italie et les Pays-Bas. L’enquête globale, réalisée en janvier 2025, repose sur les réponses de 9 092 participants issus de ces quatre pays.**

**Une place nouvelle et stratégique pour l’entreprise face à une méfiance généralisée**

La confiance des Français envers les institutions politiques et syndicales continue de s’éroder. Seuls 16 % des citoyens accordent aujourd’hui leur confiance aux partis politiques (-4 points en un an), contre 36 % des Italiens, 34 % des Allemands et 23 % des Néerlandais. De même, la confiance dans les syndicats recule de 3 points en France (37 %) alors qu’elle reste stable dans les autres pays européens étudiés. **Cette défiance généralisée s'associe à un déclin du sentiment de bien-être** : 45 % des Français déclarent être en état de méfiance, tandis que seulement 15 % estiment être en situation de bien-être.

Face à cette crise de confiance, **les entreprises restent des repères solides. Les PME, avec 76 % de confiance, se classent sur le podium des institutions les plus fiables**, derrière les artisans et la science. **Avec 62 % pour les entreprises en général et 48 % pour les grandes entreprises**, elles inspirent plus de confiance que la justice, les syndicats, les banques, les médias et les partis politiques. Les autres pays européens affichent, quant à eux, un niveau de confiance dans les entreprises en général presque équivalent à celui de la France, avec 57 % des Italiens, 56 % des Néerlandais et 52 % des Allemands.

Dans ce contexte, les attentes envers l’État évoluent : **60 % des Français estiment qu’il devrait accorder davantage de liberté aux entreprises pour relever les défis économiques** (+3 points).Le fait d’être salarié dans le secteur privé est perçu comme le principal vecteur de réussite : **52% des français considèrent que l’on a plus de chances de réussir dans la vie en étant salarié du secteur privé.**

Dès lors, l’entreprise a l’opportunité de **jouer un rôle clé pour restaurer la confiance**, en affirmant sa place au cœur des dynamiques économiques et sociales. Cette dernière doit se positionner comme un acteur stratégique, capable de faire face aux défis actuels, notamment en termes **d’éducation et d’innovation**.

« Face à une défiance politique persistante, la confiance accordée aux entreprises s’accompagne du souhait que d’avantage de liberté leur soit laissée pour relever les défis économiques. Les français souhaitent également de la part des entreprises un engagement accru dans la vie de la Cité en faveur du progrès social.», **déclare Pierre-André de Chalendar, Président de l’Institut de l’Entreprise**.

**Formation et innovation : les nouveaux défis des entreprises**

Si les entreprises sont perçues comme des acteurs de confiance, elles sont également attendues sur des enjeux clés tels que la formation et l’innovation. Pourtant, en France, les liens entre l’école et l’entreprise restent fragiles. **79 % des Français estiment que le système scolaire est trop éloigné du monde du travail**, un chiffre bien plus élevé qu’en Allemagne, en Italie et aux Pays-Bas. De plus, 84 % jugent que l’apprentissage n’est pas suffisamment valorisé, tandis que **71 % souhaiterait que les entreprises contribuent davantage à la formation continue des enseignants** – un domaine où la France se classe avant-dernière de ce baromètre.

Alors que le Sommet pour l’action sur l'Intelligence Artificielle vient de se tenir à Paris, cette technologie suscite une méfiance marquée en France. Seuls **17 % des Français pensent que l’IA rendra leur travail plus intéressant**, plaçant ainsi la France en dernière position parmi les quatre pays étudiés. Par ailleurs, **59 % craignent que l’IA ne menace les emplois**, et **64 % en ont une perception négative**, un des scores les plus élevés de cette enquête européenne, parmi les quatre pays étudiés. Le développement d’une IA responsable, qui intègre des garanties pour les travailleurs et pour l’ensemble de la société, devient essentiel pour restaurer la confiance et exploiter le potentiel de cette technologie tout en minimisant ses risques.

*« Ces résultats mettent en évidence un paradoxe : alors que les entreprises bénéficient d’un niveau de confiance élevé, leur contribution à la formation et à l’innovation reste encore sous-exploitée.* ***Il est essentiel de renforcer les relations entre école et entreprise et d’accompagner la transition technologique, afin que chacun puisse se projeter avec confiance dans l’avenir.*** *Au sein de l’Institut de l’Entreprise, nous œuvrons activement à renforcer les liens entre le monde éducatif et les acteurs de l’entreprise à travers notre programme Melchior.»*, explique **Flora Donsimoni, Directrice Générale de l’Institut de l’Entreprise.**

Ces chiffres illustrent le double défi auquel les entreprises doivent répondre : **renforcer leur engagement dans la formation pour préparer les jeunes aux réalités du monde du travail et accompagner la transition technologique en rassurant sur les opportunités offertes par l’innovation**. En investissant dans l’éducation et en valorisant le potentiel des nouvelles technologies, elles peuvent jouer un rôle clé dans la transformation de la société et la restauration de la confiance.

Retrouvez l’intégralité du baromètre de la confiance politique : En quoi les Français ont-ils confiance aujourd’hui ? sur le [site de l’Institut de l’Entreprise](https://www.institut-entreprise.fr/).

………………………………………………

***Méthodologie***

Le baromètre de la confiance politique est une enquête du CEVIPOF réalisée en partenariat avec l'Institut de l'entreprise, Sciences Po, le CESE, la mutuelle Intériale, CMA-France, EDF et l'Université Luiss Guido Carli (Rome). L'enquête a été menée entre le 17 janvier et le 5 février 2025 en France, en Allemagne, en Italie et aux Pays-Bas. La méthodologie est détaillée en page 4 du document en pièce jointe.

***À propos de l’Institut de l’Entreprise***

Créé en 1975, l’Institut de l’Entreprise est une association à but non lucratif réunissant une centaine d’entreprises de dimension multinationale mais fortement implantées en France. L’Institut travaille à valoriser le rôle et la place de l’entreprise dans notre société à travers différents programmes. **L’Agora** orchestre un travail collégial entre dirigeants et parties prenantes sur les grandes transformations et mutations de l’entreprise. **L’IHEE** accompagne et forme des dirigeants issus de l’entreprise et de ses parties prenantes. **Melchior** créé le dialogue entre le monde de l’éducation et celui de l’entreprise afin d’améliorer l’insertion professionnelle des jeunes.

***À propos du CEVIPOF***

Le CEVIPOF (Centre de recherches politiques de Sciences Po) a été fondé en 1960 par Jean Touchard. Il est devenu un centre de recherche associé au **CNRS** en 1968. Il est dirigé depuis janvier 2024 par Kevin Arceneaux, avec Anne Muxel, directrice déléguée.

Le CEVIPOF est depuis ses débuts considéré comme l'un des centres majeurs pour les études et recherches de science politique, à la fois dans les appréciations scientifiques et dans l'aire du débat public ou celle de l'expertise auprès des gouvernements. S'il offre un regard approfondi sur la sphère politique en France, une grande partie des travaux menés adoptent une approche comparative tandis que d'autres thèmes ont une portée internationale.

Contacts presse

**Sixtine Favatier**

Agence Enderby

[sfa@enderby.fr](mailto:sfa@enderby.fr)

07 84 08 90 64

**Eléna Piéto**

Agence Enderby

[epi@enderby.fr](mailto:epi@enderby.fr)

07 61 26 53 29